La volatilité des prix, le marché, et l'analyse économique

Price volatility, markets and economic analysis

Jean-Marc Boussard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2215>

DOI : 10.4000/economierurale.2215

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 71-74

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Jean-Marc Boussard, « La volatilité des prix, le marché, et l'analyse économique », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2215> ; DOI : 10.4000/economierurale.2215

La volatilité des prix, le marché, et l'analyse économique

Jean-Marc BOUSSARD

Ancien président de la SFER

Membre de l'Académie d'Agriculture de France

Au cours des soixante dernières années, la perception des prix par les économistes de l'agriculture a beaucoup changé : alors que leur instabilité était au cœur des préoccupations dans les années 1940 à 1960, on les considère maintenant comme les seuls indicateurs pertinents pour l'appréciation de la rareté. Jean-Marc Boussard procède à une analyse critique des différentes conceptions, et souligne l'utilité d'une meilleure prise en compte de la réalité.

Les économistes de l'agriculture n'ont certes pas à rougir de leur bilan au cours des soixante dernières années. On connaît la fameuse adresse présidentielle de Leontief à l'*American Economic Association* au début des années 1970 : pour faire honte aux autres, Leontief y félicitait les économistes agricoles d'être « *l'exemple exceptionnel d'un heureux équilibre entre l'analyse théorique et l'empirisme pratique, avec une ouverture à la coopération entre experts de disciplines voisines*^(*) ». Ce jugement est sans doute toujours valable. Cela n'empêche que, en particulier au cours des années récentes, on peut se demander si nos collègues n'ont pas été tentés de sombrer dans les travers que, justement, Leontief les louait d'avoir évité. L'appui de la profession au puissant mouvement engagé depuis les années 1990 en faveur de la dérégulation de l'agriculture en témoigne.

De fait, depuis 1980, les économistes de l'agriculture, dans leur ensemble, et en dépit de quelques exceptions notables, ont non seulement soutenu, mais encore inspiré l'abandon des politiques de régulation des prix qui avaient été initiées par leurs anciens à la fin des

années 1930. Le « découplage » des aides est vraiment une idée d'économiste : vouloir concilier l'aide aux agriculteurs avec l'absence de « distorsion » suppose un minimum de culture. Beaucoup d'autres aspects des politiques agricoles contemporaines relèvent du même diagnostic. On peut néanmoins se poser la question de savoir s'il y a là un progrès ou, au contraire, une régression de la pensée, et une renonciation à l'analyse.

Évidemment, personne ne peut nier les avantages du marché, lorsqu'il fonctionne correctement. La concurrence oblige à égaliser le coût marginal avec le prix (lui-même reflet de l'utilité marginale du consommateur), et à rechercher ainsi le minimum de coût pour le maximum de satisfaction. Les physiocrates, dans les années 1770, avaient eu l'intuition de cette idée, formalisée de façon indiscutable par Alfred Marshall au début du ^{xx}e siècle, raffinée encore par les économistes de « l'équilibre général » comme Arrow et Debreu au début des années 1950. Il faudrait renoncer à tout bon sens pour refuser cette conquête de la pensée universelle. Certes, il ne faut pas faire dire à cette affirmation plus qu'elle ne signifie : si le marché garantit « l'efficacité » d'un système économique¹, il ne garantit nullement son « opti-

(*) Leontief W., (1971). Theoretical assumptions and non observed facts. *American Economic Review*, 61 (1), p. 1-7, march 1971.

1. On parle « d'optimum de Pareto ».

malité » collective. Selon la nature des droits dont dispose chaque individu sur les « facteurs » (comme « le capital » ou « le travail »), plusieurs équilibres de marché sont possibles. Il appartient à la collectivité d'en choisir un, en fonction de l'idée qu'elle se fait de la « justice »². N'en déplaise à la Ligue des Contribuables (et peut être à quelques hétérodoxes comme Friedrich Hayek), il est donc parfaitement légitime de songer à ce que l'État intervienne pour corriger la répartition des revenus qui émerge d'un système de marché³. Cela étant, et en supposant ces corrections réalisées, le fait que, sans l'aide d'aucune bureaucratie, chacun poursuivant son intérêt égoïste, le marché permette de trouver spontanément le meilleur arrangement possible pour le système productif est un avantage énorme, dont il serait dommage de se priver. C'est bien ce qui justifie l'engouement récent pour la « libéralisation ».

Tous les raisonnements précédents, cependant, reposent sur un présupposé : que le marché fonctionne correctement, en égalisant le coût marginal avec le prix. C'est ce présupposé que la nouvelle génération d'économistes ruraux, inspiratrice des accords de Marrakech ou des réformes tant de la PAC que des politiques américaines (sans parler de « l'ajustement structurel »

dans les pays pauvres), n'ont, à la différence de leurs aînés, jamais voulu examiner. C'est par là qu'ils sont tombés dans le piège dénoncé par Leontief, celui de prendre sans examen un modèle théorique pour la réalité. Car justement, le marché ne fonctionne pas toujours comme il le devrait. En vérité, on devrait même se demander si, depuis les physiocrates, tous les efforts des économistes n'ont pas consisté moins à analyser les bienfaits des marchés qui fonctionnent qu'à remédier aux inconvénients de ceux qui ne fonctionnent pas⁴. Les dysfonctionnements des marchés sont spécialement visibles sur les marchés agricoles. Cela se voit sur n'importe quelle série de prix, par exemple celle de la *figure 1*, le maïs aux USA depuis 1868 (mais on aurait pu prendre n'importe quel autre produit agricole). Évidemment, il est impossible d'admettre que le coût marginal du maïs ait pu passer de 1 000 en 1919 à 400 en 1920... ce n'est pas sérieux ! Or cette divergence entre la théorie et la réalité des prix entraîne de très fortes conséquences...

Figure 1. Prix du maïs aux USA 1860-1998

Source : USDA.

2. Par exemple, avec une répartition « inégalitaire », les signaux du marché inciteront à produire 100 Rolls-Royce et 100 000 bicyclettes. Avec une répartition plus égalitaire, on produira 50 000 voitures moyennes. L'équilibre de marché garanti qu'avec les moyens dont on dispose, il est impossible de produire une Rolls ou une bicyclette ou une voiture moyenne de plus. On ne peut rien en conclure en ce qui concerne « l'utilité sociale » d'avoir 100 personnes roulant en Rolls et les autres à bicyclettes, ou tous roulant dans le même modèle de voiture.

3. C'est du reste ce que voulait faire le « découplage » : laisser le marché administrer la production, tout en corrigeant les conséquences sur la répartition par les « aides directes ». Évidemment, les aides directes allouées en proportion des facteurs de production ne corrigent rien de ce point de vue, mais c'est une autre histoire.

4. Par exemple, des auteurs comme Arrow et Debreu, contrairement aux idées reçues, n'ont jamais fait l'apologie du marché. Tout au contraire, ce qu'ils ont démontré, c'est que les conditions *minimum* pour qu'un marché fonctionne (convexité de l'espace des productions réalisables, etc.) n'ont aucune chance de se rencontrer dans la réalité.

La première de ces conséquences est évidemment que l'argument central en faveur de l'économie de marché s'effondre : si le prix n'est plus égal au coût marginal, il n'y a plus aucune raison de se reposer sur le marché pour assurer l'égalité entre l'offre et la demande. N'importe quel prix « artificiel » assurant cette égalité est dans tous les cas plus efficace, à la seule condition de ne pas aboutir à des stocks infinis. C'était là, justement, l'argument de nos collègues des années 1940 à 1960 en faveur des prix administrés⁵.

La seconde est que le risque de prix, dans ce contexte, n'est pas négligeable, et devient même un enjeu majeur pour l'efficacité. La figure 2 illustre ce propos, et montre pourquoi, en présence de risque de prix, à technique donnée, l'équilibre se fait à un niveau de prix plus élevé en moyenne qu'avec un prix « sûr ». Au passage, on remarquera que ce diagramme explique assez bien la physionomie de la courbe de la figure 1 : jusqu'aux environs de 1940, le prix du maïs se formait sur des marchés très peu régulés, et fluctuait beaucoup. Les prix moyens étaient élevés. Après cette date, sur des marchés bien plus régulés (et même, largement administrés !) il se met à baisser... Peut-être n'y a-t-il là qu'une coïncidence, mais elle est troublante : on peut vraiment penser que l'intervention a causé la baisse des prix, en permettant « l'absorption de l'Agriculture dans le mode de production capitaliste »⁶ !

5. Sans oublier le *caveat* de Colin Clark, selon qui la PAC (dans sa version 1960) ne pourrait jamais fonctionner, car il est impossible de garantir les prix quelle que soit la quantité offerte, cf. Peters G. (2001). *Colin Clark (1905-1986), Economist and Agricultural Economist*. Queen Elisabeth House, Oxford, University of Oxford, Working Paper, series n° 69.

6. Cf. Claude Servolin (1972). L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. In Tavernier Y., Gervais M., Servolin C. (Eds), « *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine* », Paris, Presses de la FNSP/Armand Colin, p. 41-77.

Figure 2. Équilibre de marché avec et sans risque de prix

Sur un marché « théorique », la production s'établit au niveau Q^* où la demande coupe la courbe de coût marginal. Avec risque, elle se réduit à Q° , où le coût marginal⁷ coupe l'équivalent certain de la demande. L'équivalent certain est toujours inférieur à la moyenne, du fait que la plupart des gens préfèrent un gain faible certain à un aléa de moyenne plus élevé. Il en résulte que le prix moyen « avec risque » est plus élevé que le prix « sans risque ». Il est impossible, dans aucun calcul économique, de remplacer une valeur par sa moyenne.

Plus généralement, ce raisonnement montre que, contrairement au credo de la plupart des économistes contemporains – en particulier, les spécialistes des « modèles calculables d'équilibre général », qui ont exercé une si grande influence sur les politiques, spécialement à l'OMC – le niveau moyen du prix est loin d'être le seul déterminant de l'offre et de la demande. La variabilité compte tout autant, et peut être plus.

Les conséquences de ces réflexions sont vertigineuses, et remettent en cause toutes les politiques agricoles menées depuis une vingtaine d'années à travers le monde. Celles-ci sont basées sur la recherche du

7. Le coût marginal est ici constant, parce qu'on a supposé une fonction de production « à rendement constant », homogène et de degré 1.

prix minimum, sur la base d'un raisonnement qui ne fait aucune part ni au risque, ni à la dynamique (fortement liés l'un à l'autre...). Elles vont aboutir à des prix fluctuants en moyenne plus élevés que les prix « administrés » d'autrefois.

Les moyens de conjurer ces risques deviendront évidemment un thème de recherche d'autant plus porteur que beaucoup d'entrepreneurs seront disposés à payer cher pour s'en protéger. Cela, bien sûr, suppose qu'on fasse un diagnostic correct des raisons qui engendrent ces fluctuations de prix sur les marchés agricoles. Les recherches, ici, sont balbutiantes⁸. Il y a cependant deux catégories d'explications⁹ :

- pour les uns, les fluctuations de prix agricoles sont dues à des accidents météorologiques, indépendants des comportements des acteurs ;
- pour les autres, le mal vient de phénomènes dynamiques liés aux erreurs d'anticipation des agents. Ceux-ci se trompent, attendent la baisse en période de hausse, et la hausse en période de baisse, engendrant par là des fluctuations chaotiques¹⁰ des quantités et des prix...

Il ne s'agit pas d'une querelle théorique sans conséquences pratiques : dans le premier cas, les événements en cause seraient « assurables », car justiciables de la « loi des grands nombres »¹¹. Et par ailleurs, des techniques « libérales » comme l'élar-

gissement des marchés ou le recours aux instruments financiers sont alors susceptibles sinon de résoudre le problème, du moins d'en diminuer l'acuité.

Dans le second cas, au contraire, aucune des méthodes libérales, basées sur le marché, n'a la moindre chance de fonctionner. Les assurances seront acculées à la faillite, les marchés qui fluctuaient indépendamment les uns des autres se synchroniseront et fluctueront en phase, etc. Seuls des substituts au marché pourront fonctionner, comme ce fut le cas pendant les Trente Glorieuses dans les pays développés... En l'absence de politiques publiques jouant ce rôle, c'est sans doute l'institution de vastes monopoles qui permettra de le faire. Mais qui dit « monopole » dit « rente ». Ainsi, contrairement aux affirmations des bonnes âmes qui prétendent lutter contre la pauvreté par le marché, ce « désengagement de l'État », loin de supprimer les rentes, en créera de nouvelles, plus élevées pour les plus riches au détriment des plus pauvres...

*
* *

Trancher entre ces deux hypothèses devrait être l'œuvre de la prochaine génération. Cela suppose l'utilisation de la méthode expérimentale, l'analyse statistique de vraies données, la construction de modèles susceptibles d'être confrontés avec la réalité... C'était justement là le programme de Leontief. Nous en sommes fort loin à l'heure actuelle. ■

8. Ainsi, ayant posée à l'un des auteurs du *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale pour 2008 sur « L'agriculture dans le développement » la question : « Pourquoi ne parlez-vous pas de la volatilité des prix ? », il me fut répondu : « Parce qu'en fait, on ne sait pas trop comment traiter cette question »...

9. Cf. en particulier Boussard J.-M., Delorme H. (Eds) (2007). *La régulation des marchés agricoles*. Paris, L'Harmattan.

10. Il s'agit-là, bien sûr, du chaos au sens mathématique du terme : solution d'une équation différentielle qui n'est ni convergente, ni divergente, ni périodique.

11. La loi des grands nombres dit que la somme d'un « grand nombre » de « petites » variables aléatoires « indépendantes », est pratiquement « certaine ». Les risques de sécheresse, ou de prix ne sont généralement ni « petits » ni « indépendants » en un point donné, et à une date donnée. Mais ils pourraient l'être à une échelle géographique plus grande, et dans le long terme. C'est sur cette hypothèse qu'est basée l'idée de recourir aux instruments financiers et à l'élargissement des marchés pour diminuer la volatilité des prix.